



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.1/46/L.5  
29 octobre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
PREMIERE COMMISSION  
Point 60 de l'ordre du jour

### DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

#### Finlande : projet de résolution

#### Deuxième Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles

#### L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 31/72 du 10 décembre 1976, dans laquelle elle soumettait à tous les Etats, pour examen, signature et ratification, la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles et exprimait l'espoir que la Convention recueillerait le plus grand nombre possible d'adhésions,

Constatant que le paragraphe 2 de l'article VIII de la Déclaration finale de la première Conférence d'examen des parties chargée de l'examen de la Convention, tenue en septembre 1984, est ainsi conçu :

"La Conférence, reconnaissant l'importance du mécanisme d'examen prévu à l'article VIII, décide qu'une deuxième conférence d'examen pourra se tenir à Genève à la demande d'une majorité d'Etats parties, en 1989 au plus tôt. Si aucune conférence d'examen ne se tient avant 1994, le Dépositaire est prié de demander l'avis de tous les Etats parties au sujet de la convocation d'une telle conférence, conformément au paragraphe 3 de l'article VIII de la Convention 1/."

1/ Voir Première Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, Document final (ENMOD/CONF.1/13) (Genève, 1984), partie II.

1. Note qu'à la suite de consultations, une majorité d'Etats parties à la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles a exprimé le souhait de convoquer en septembre 1992 la deuxième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention et que le Secrétaire général de l'Organisation, en tant que Dépositaire de la Convention, aura à cette fin des consultations avec les parties à la Convention au sujet des questions relatives à la Conférence et à sa préparation, y compris la création d'un comité préparatoire de la Conférence;

2. Prie le Secrétaire général d'apporter l'assistance requise et de fournir les services, y compris les comptes rendus analytiques, qui seront nécessaires à la Conférence d'examen et à sa préparation;

3. Note également que les dispositions voulues pour couvrir le coût de la Conférence d'examen et de sa préparation seront prises par la Conférence.

-----